

# LE 20 FÉVRIER EST LA JOURNÉE MONDIALE POUR LA JUSTICE SOCIALE.

**SOLIDAR appelle à une Transition juste vers une justice sociale au niveau mondial.**

« La Transition juste » est un concept puissant qui rassemble les intérêts sociaux, climatiques et environnementaux, ainsi que leurs composantes. Assurer une Transition juste signifie, entre autres, de s'attaquer à l'impact social des politiques ou stratégies climatiques et environnementales, garantir un travail décent pour tout-e-s, renforcer les systèmes de protection sociale, inverser le processus de privatisation néolibérale et d'accumulation de capital, taxer les richesses de façon plus effective et abandonner les mesures d'austérité, ainsi que favoriser les transitions durables dans les pays partenaires du monde entier.

En accord avec l'Agenda 2030 des Objectifs de développement durable (ODD), les membres et partenaires de SOLIDAR estiment que le respect des Droits de l'Homme, l'action climatique, l'équité, la justice sociale et la paix sont des problématiques interconnectées. Par conséquent, en cette journée mondiale pour la Justice Sociale, nous réitérons leur appel à l'UE à :

## 1 Promouvoir et faciliter des espaces pour les organisations de la Société Civile et contrer la réduction de ces espaces.

Les OSC et les syndicats indépendants forment la pierre angulaire des démocraties solides et sont des acteurs indispensables à la création et au contrôle des politiques publiques pour une transition juste afin que celles-ci soient fiables, qu'elles répondent aux besoins et droits des citoyens et soient mieux acceptées par le public. Pourtant, partout dans le monde, du Salvador à la Palestine et de Hong Kong au Mozambique, les exemples de mesure qui réduisent l'espace des OSC, ou leur existence même, ne cessent de se multiplier. Malgré cette diminution de l'espace civique, les militants des droits de l'Homme, les syndicats et la Société Civile ont poursuivi leurs efforts pour obtenir des améliorations fondamentales de leurs droits et libertés. Qu'il s'agisse de travailleur-euse-s, de militant-e-s féministes ou de journalistes, beaucoup sont confronté-e-s, dans leur lutte pour leurs droits, à des problématiques similaires, et font face d'une part à des mesures de répression mises en place par les États et aux effets de l'urgence climatique et environnementale actuelle, d'autre part.

À travers ses actions externes, l'UE doit faciliter et encourager une transition juste, et tenir ses pays partenaires responsables des atteintes aux droits et libertés fondamentales de leurs citoyen-ne-s. Lors des dialogues avec les États de sa région, elle doit mettre en évidence les inquiétudes les plus pressantes en ►

ADVANCING  
JUST TRANSITION  
WORLDWIDE  
SOCIAL JUSTICE DAY  
20 February 2023



**solidar**  
NETWORK



ORGANISING  
INTERNATIONAL  
SOLIDARITY

matière de Droits de l'Homme et les obligations qui leur incombent en vertu des traités internationaux.

L'UE doit continuer à renforcer la capacité des OSC de la région, particulièrement les ONG de terrain pour leur assurer un accès à des formations et financements adéquats. En outre, il est nécessaire de garantir un canal de dialogue significatif pour les OSC travaillant sur le terrain afin de faire la lumière sur les problématiques les plus urgentes.

## 2 Faire passer la santé de la planète et des personnes avant le profit.

L'UE, qui est à l'avant-garde, doit collaborer à l'action climatique et contribuer à une Transition Juste pleinement inclusive, y compris dans les pays partenaires.

À 7 ans de l'échéance des ODD, l'UE doit accroître ses efforts, garantir de la diligence, et arrêter la délocalisation des modèles de production non durable.

Une coopération internationale totalement inclusive et financée de manière appropriée, ainsi qu'un soutien total et un engagement en faveur de solutions multilatérales sont tout autant d'outils fondamentaux

pour soutenir ces processus de transition à l'échelle mondiale.

Il est fondamental que les groupes les plus négativement touchés par le changement climatique, la dégradation environnementale et les modèles de production et de consommation non durable, tels que les femmes, les jeunes, les travailleur-euse-s, les populations autochtones et les migrant-e-s soient inclus dans la discussion sur le climat.

Un système fiscal mondial équitable, et l'annulation de la dette dans le cadre de mécanismes internationaux sont primordiaux pour que les pays partenaires puissent créer l'espace fiscal dont ils ont besoin pour investir dans leur Transition Juste, comprenant les services publics et la protection sociale universelle. En effet, les mécanismes de protection sociale sont reconnus comme améliorant et soutenant l'adaptation des ménages au changement climatique par le biais de transferts en espèces ou en nature, d'assurance sociale et de programmes relatifs au marché du travail (tels que les allocations de chômage).

Il est temps pour l'UE de passer de la parole aux actes et d'assurer une Transition Juste partout, sans laisser personne pour compte.



**solidar**  
**NETWORK**



**ORGANISING  
INTERNATIONAL  
SOLIDARITY**



This publication was produced with the financial support of the European Union. Its contents are the sole responsibility of SOLIDAR and do not necessarily reflect the views of the European Union

Organising International Solidarity (OIS).  
A presentation of the OIS programme can be found at the following link:  
<https://prezi.com/view/9zuxuivqUSD3w1pGJzJ/>